



## SOLIDAIRES Finances

SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRÉSOR - SUI - SUD INSEE  
SUD ADMINISTRATION CENTRALE - SUD CDC - SUD CNP - SNABF-Solidaires  
93bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS  
solidairesfinances@solidairesfinances.fr - <http://www.solidairesfinances.fr>

### **Fusion SESSI/INSEE :** **les groupes de travail se succèdent...** **et les agents attendent toujours de connaître leur avenir**

Le 28 octobre, un GT « technique » sur les personnels s'est tenu à l'INSEE. Ce GT fait suite à une forte demande de notre part.

Nous y avons notamment demandé un plan de communication complet pour les agents sur le calendrier, le devenir et les modalités de transfert des fonctions, la communication de la future convention. Pour nous, des garanties de gestion des personnels de centrale (position administrative et indemnitaire, mobilité, recrutement et promotions, formation...) doivent être inscrites en dur, de même que, à l'instar de ce qui a été proposé aux agents fusionnés de la DGFIP (primes IMT, promotions et qualifications ...), des mesures d'accompagnement spécifiques en direction des agents fusionnés comme de ceux qui auront à faire une mobilité ou devront changer de fonctions (nous avons souligné l'importante question du problème de la localisation géographique). Cela doit se traduire par du « plus pour tous ». Concernant le point spécifique de la gestion des promotions, nous attendons de la DPAEP qu'elle prenne des dispositions spécifiques pour un « fléchage » des agents promouvables du Sessi qui seraient affectés à l'INSEE, afin que ceux-ci ne tombent pas dans l'oubli des CAP et dans l'anonymat des petits quotas. Nous attendons également qu'un plan de qualification à la mesure des fusions SESSI/INSEE et DGE/DECASPL/TOURISME soit proposé.

Enfin, il va sans dire que nous avons encore une fois soutenu avec nos collègues de l'INSEE la demande forte d'alignement des primes des agents C et B de l'INSEE sur les primes de leurs homologues de CENTRALE (le principe d'une réunion en janvier sur ce sujet a été acté !)

A notre surprise, la DPAEP étant venue sans rien à ce GT, il nous a fallu réclamer une nouvelle réunion (le 21 novembre) afin d'avoir un listage des sujets et des propositions avant le GT de synthèse du 26 avec le Secrétaire général du Ministère ! Pour nous, il était en effet hors de question d'assister au 26 sans qu'aucun des sujets intéressant les personnels n'ait fait l'objet d'un relevé de conclusions écrit. Par ailleurs, Solidaires a insisté sur la nécessaire information des agents sur les propositions à venir, le document RH fourni par l'INSEE n'étant pas acceptable en l'état (très incomplet voire inexact puisqu'il laissait entendre que les retards de carrière constatés côté industrie étaient résorbés alors que la DPAEP s'est contenté de faire des comparaisons depuis 2005, masquant ainsi les retards cumulés depuis les années 90 !).

Quelques précisions ou confirmations : en 2009, tout le monde reste à Montreuil faute de place. Pour les fonctions RH, un choix sera à faire pour les agents de Paris car tous ne seront pas repris par l'INSEE mais on n'a pas de précisions. Quant à l'annexe caennaise, tant qu'il y a 2 sites (SESSI + DR), il n'y a pas de problème pour la maintenir.

Une réunion de présentation de Luc Rousseau au personnel de la DGE a précisé, le 17 octobre, la future organisation de la sous-direction « Prospective, études stratégiques, statistiques et évaluation ». Celle-ci sous réserve de confirmation, pourrait comporter 4 bureaux : « études », « exploitation statistique », « prospective » et « évaluation ». A suivre....

Sur la question informatique, l'INSEE a déroulé un certain nombre de sujets sur l'organisation matérielle mais fort peu sur l'avenir des agents eux-mêmes, se réfugiant derrière une communication à venir lors du GT du 26.

Nous avons réitéré la demande exprimée par les agents de l'informatique dont le devenir fait l'objet d'interrogations récurrentes, d'être rattachés à une équipe INSEE tout en restant en poste à Caen et de continuer à se voir proposer des tâches variées y compris en développement.

Les propositions de l'INSEE s'intégreront dans le schéma directeur informatique et examineront chaque cas de figure selon les attributions actuelles des agents (Grid, site Sessi, enquêtes lourdes ou enquêtes thématiques)

Pour la **messagerie**, un accès insee.fr sera ouvert mais on garde l'environnement actuel pour l'instant et pendant la période transitoire (la DPAEP assurera le re-routage automatique de « industrie.gouv.fr » à « insee.fr », il n'y a aura rien à faire sur les postes).

Pour l'**interconnexion INSEE/DPAEP**, on basculera tous les postes en même temps en octobre 2009 avec l'assurance d'avoir au moins les mêmes performances. Un poste de travail Insee a été livré pour test au SESSI. Une formation à l'environnement Insee est prévue mais il faudra bien préparer ce basculement avant. Néanmoins l'accès à l'intranet INSEE ne pourra être effectif au 1<sup>er</sup> janvier. Blaise devra être revu au profit d'un développement de type Web. Les applis de gestion du personnel devront changer aussi. Point d'interrogation : en raison de l'utilisation d'une passerelle unique, des problèmes de débit dans l'accès à internet pourraient se déclarer...

Pour l'**accès aux serveurs de production**, « Obélix » reste administré par les agents de Montreuil mais sera rapatrié physiquement à l'Insee fin 2009. Des difficultés subsistent pour l'accès des agents qui ont vocation à rester à la DGES. Il faudra prévoir un serveur DGES et une extraction des données nécessaires aux études. En ce qui concerne le site de collecte Sessi.fr, un audit de sécurité est prévu sur l'ensemble du site. On garde pour l'instant le nom de domaine Sessi.

Pour Solidaires, la fusion ne doit pas se traduire par une absorption vécue comme une négation de la culture du plus petit. De la bonne prise en compte des différences et d'une période de prise de connaissance mutuelle, dépend la réussite de l'intégration. Les agents du Sessi fusionnés ne doivent pas se sentir en « terrain occupé ». C'est à l'Insee qu'il revient d'organiser une transition la moins brutale possible et l'examen honnête des atouts comparés de chacun. Prendre le meilleur de chaque permettrait de combattre l'impression parfois évoquée de régression annoncée ou de perte d'expertise ou d'intérêt au travail (largement amorcée avec Fusain). Face à la défection de la hiérarchie du SESSI qui semble anticiper certaines mesures néfastes ou prétexter une « menace » imminente de l'INSEE, chaque agent doit comprendre qu'il est le mieux placé pour défendre ses conditions de travail mais qu'en aucun cas, il ne faut partir battu.



A suivre...